

Les 4 Français arrêtés au Burundi n'ont commis "aucune infraction", dit leur avocat

@rib News, 26/06/2018 – Source AFP Les quatre Français écroués pour escroquerie à Bujumbura sont des hommes d'affaires qui "n'ont commis aucune infraction sur le sol burundais", a assuré leur avocat, plusieurs sources évoquant une affaire "sensible" impliquant plusieurs responsables haut placés au Burundi.

Selon leur avocat, Fabien Segawa et plusieurs hauts responsables burundais s'exprimant sous couvert de l'anonymat, les quatre hommes étaient venus au Burundi au nom de la société de télécoms ITS, basée à Hong-Kong, pour prendre le contrôle d'une société burundaise rachetée en avril. Ces sources affirment que cette société burundaise, dirigée par un proche du président Pierre Nkurunziza, n'a jamais versé de bénéfices à sa maison-mère depuis sa création en 2015. Le but du nouveau propriétaire était donc d'y installer un gérant de confiance. Cette société burundaise avait été créée en 2015 pour contrôler les appels internationaux en vue de prélever une taxe de 0,32 dollar par minute introduite à cette époque par le gouvernement. Les quatre hommes "ont rencontré plusieurs responsables depuis leur arrivée, mais on leur a refusé l'entrée de l'agence que venait d'acquérir la société qu'ils représentent", a soutenu Me Segatwa. "On les accuse de faux et usage de faux sans dire en quoi, d'escroquerie mais il n'y a personne qui a porté plainte contre eux, et d'avoir ouvert une société fictive, mais on se demande laquelle". Les quatre Français sont Laurent Foucher, président de Telecel Centrafrique qui a des intérêts dans plusieurs entreprises de télécoms en Afrique centrale et occidentale, Abdallah El Khabdani, qui a dirigé de 2011 à 2014 la compagnie qui était alors la première compagnie de téléphonie mobile du Burundi, ainsi que Christophe Viguier et de Sébastien Vacher, eux aussi dirigeants d'entreprises de télécoms. Ils sont écroués dans quatre prisons différentes du pays, réputées pour leurs conditions de détention déplorables. Egalement arrêté, leur accompagnateur, Donatien Ndayishimiye, est un haut cadre burundais, ancien conseiller du président Pierre Nkurunziza, directeur de plusieurs sociétés publiques de télécoms et directeur de service au Service national de renseignement. "Ils n'ont commis aucune infraction depuis leur arrivée, il faut chercher ailleurs si on veut expliquer pourquoi ils sont traités ainsi", a estimé leur avocat. "C'est une affaire très sensible car elle implique plusieurs homme forts de ce pays, ainsi que le parti au pouvoir, ce qui explique pourquoi ces quatre Français et leur intermédiaire burundais se retrouvent en prison aujourd'hui", a expliqué à l'AFP un haut responsable burundais sous couvert de l'anonymat. Selon Me Segatwa, les quatre Français devaient comparaître lundi devant un juge des libertés et de la détention à Rumonge (sud).

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});